

Personne n'est disposé à prendre nos revendications en
considération

Interview de Thupstan Chhewang

Thupstan Chhewang est un jeune et dynamique leader qui a été le Président du Conseil exécutif pour le Ladakh. Il est aujourd'hui député au Parlement indien, représentant le Ladakh.

Claude Arpi s'entretient avec lui des réussites mais aussi des aspirations et des frustrations du peuple du Ladakh, des relations de cette province avec l'Inde et de l'avenir de ce qui fut jadis un royaume bouddhiste indépendant.

Claude Arpi : Le Ladakh est aujourd'hui un des lieux touristiques les plus fréquentés de l'Inde. Est-ce bien pour le Ladakh ?

Thupstan Chhewang: En 1975, le Ladakh fut ouvert au tourisme. La meilleure année touristique a été 1989. Hélas, en 1990, les troubles ont commencé au Cachemire. Bien que le Ladakh n'ait jamais été touché par le terrorisme, au contraire de la Vallée et de certaines régions du Jammu, cela nous a beaucoup affecté parce que nous faisons partie de l'État du Jammu et Cachemire. Dans l'esprit des gens, le Ladakh est assimilé au Cachemire. Il nous faut faire preuve de beaucoup de persuasion pour convaincre les missions étrangères à Delhi que le Ladakh, même s'il fait partie de cet État, est complètement épargné par les actes de terrorisme. Depuis, le flot de touristes s'est accru régulièrement.

Claude Arpi : Quelle part du revenu représente le tourisme ?

Thupstan Chhewang: C'est difficile à dire. Comme vous avez pu le voir, il n'y a pas de possibilités offertes aux grandes industries ni à d'autres éléments pour de développement au Ladakh, principalement du fait de ses conditions géographiques et climatiques. Une agriculture de subsistance a été, pendant des siècles, la principale source de revenu pour les Ladakhis. Le tourisme leur permet d'augmenter leurs revenus, cela représente donc un fort potentiel. Mais seule une partie des recettes du tourisme parvient à la population, parce que la plupart des touristes viennent à travers des agences de voyage basées à Delhi ou ailleurs. Même les produits artisanaux que vous trouvez à Leh viennent d'ailleurs et les boutiques sont entre les mains de Cachemiris ou de Tibétains.. La population locale ne bénéficie que de retombées indirectes. Ce sont les touristes qui pratiquent le trekking et le tourisme d'aventure qui leur profitent le plus, car ceux-là dépensent directement dans les villages.

Claude Arpi : Un de vos objectifs est donc de développer l'industrie locale et familiale, de manière à ce que vous n'ayez plus à importer vos produits artisanaux du Cachemire et de Jan Path [à New Delhi]?

Thupstan Chhewang: Certainement. Dans l'ancien temps, la population, en plus de l'agriculture de subsistance, devait produire ce dont elle avait besoin. Il faut se rendre compte que nous n'avions pas de lien routier avec le reste du pays avant 1962 (année de l'agression chinoise). À cette époque, chaque foyer était une unité artisanale. Nous produisions tout ce dont nous avions besoin. Nous avons le savoir-faire et celui-ci était transmis. Mais après l'arrivée du développement soi-disant moderne, les gens sont devenus un peu plus

prospère, surtout grâce aux projets gouvernementaux et aussi grâce à la présence de l'armée, qui est le plus gros employeur du Ladakh. L'armée est un facteur important de notre économie. Lorsque les gens ont commencé à disposer de ressources, cela a créé une sorte de dépendance. Nous étions pauvre, mais autosuffisants. Il n'y avait pas de famine. Mais maintenant que les gens ont plus de revenus, ils ont aussi plus de dépenses puisque l'on peut trouver un peu de tout ce qui se fait sous le ciel. Nous sommes déterminés à faire revivre notre artisanat car ses produits seront appréciés par les visiteurs. Dans ce but, nous faisons appel aux ONG.

Il y a eu un changement durant les cinq ou dix dernières années. Par exemple les produits alimentaires et les souvenirs sont très populaires. Nous travaillons aussi sur la qualité des produits en fournissant une formation technique qui améliore les savoir-faire.

Claude Arpi : Est-ce que l'ouverture de nouveaux accès comme le tunnel du Rothang ou le projet de route directe entre Spiti et Tsomoriri sont un facteur positif pour le développement de la région ?

Thupstan Chhewang: La construction d'une route praticable en toutes saisons qui relie le Ladakh au reste de l'Inde sera certainement positive. Comme vous le savez, les deux routes nationales existantes [Srinagar-Kargil-Leh et Manali-Kyelong-Leh] sont fermées six ou sept mois de l'année du fait des cols à haute altitude qui sont bloqués par la neige. Les cols ouvrent en juin et ferment à la fin du mois d'octobre. Nous avons demandé au gouvernement indien de construire une route praticable en toutes saisons à travers la vallée de Spiti et Tsomoriri [au Ladakh]. Depuis le village de Khyber Apiti jusqu'à la fin de notre dernière route, il n'y aurait que 80 km à construire et un seul col à

plus de 6000 mètres à franchir qui, comme Kardiung-la [le col routier le plus haut du monde] pourrait rester ouvert toute l'année [certains cols, de par leur situation géographique, reçoivent moins de neige que d'autres et peuvent donc rester ouverts durant l'hiver].

Le tunnel sous le col de Rothang, récemment inauguré par le premier ministre, ne nous sera pas très utile parce qu'il ne relie que Manali à la vallée de Lahaul. Pour atteindre Leh par cette route, il faut passer trois ou quatre cols qui sont bloqués durant l'hiver. Cela ne nous aidera pas et le gouvernement se trompe s'il pense que cette route pourra désenclaver le Ladakh durant l'hiver. Il y a un autre projet de route qui a été approuvé, qui doit relier Darcha, dans le district de Lahaul à Padung dans le Zaskar. Là encore, cela ne règle pas nos problèmes car cette route traversera des zones de fort enneigement. La seule solution serait la route de Spiti, qui est elle-même reliée à Simla toute l'année par la route de Kinnaur.

Claude Arpi : En 1995, après plusieurs années d'agitation, le Ladakh a été doté d'un Conseil des Collines pour un Développement Autonome (LAHDC). C'était un compromis pour les Ladakhis qui avaient demandé le statut de Territoire de l'Union (UT). Pensez-vous qu'il répond à vos attentes ou bien qu'il est encore insuffisant?

Thupstan Chhewang: C'est très-très en retrait de ce que nous avons demandé. Nous revendiquons toujours le statut de Territoire de l'Union. Le territoire de Jammu et Cachemire est composé de trois régions distinctes : le Cachemire, le Jammu et le Ladakh, qui n'ont rien en commun. Ethniquement ils sont différents ; leurs langages, leurs cultures sont différents. Même écologiquement, nous appartenons à des zones différentes. Nous avons soutenu que le Ladakh possédait

tous les critères permettant la création d'un État séparé.

Malheureusement, du fait du problème au Cachemire et de ses ramifications internationales, personne n'est disposé à prendre nos revendications en considération.

Comme vous le mentionnez, nous avons accepté le LAHDC comme compromis, mais bien que certains pouvoirs aient été délégués au Conseil, nous rencontrons beaucoup de problèmes pour l'application des décisions. Tout doit passer par Srinagar. Jusqu'à ce que nous soyons séparés, nos problèmes ne seront ni pris en considération ni résolus. Il n'y a pas de sens à garder le Ladakh au sein de l'État du Jammu et Cachemire.

Nous allons continuer à essayer de convaincre le gouvernement indien et celui de Srinagar. Pour le moment, ils nous disent que, du fait de l'article 370, il n'y a pas de possibilité de diviser l'État. Nous leur avons fait remarquer qu'il y a aussi au Jammu des revendications pour un État séparé. Au bout du compte, l'État devra bien être réorganisé d'une manière ou d'une autre. Et il faudra trois entités politiques distinctes, sinon les gens ne seront pas satisfaits, leurs revendications ni leurs besoins ne seront satisfaits.

Aujourd'hui, la scène politique de l'État est dominée par la Vallée du Cachemire. Quand les gens parlent du Cachemire, ils ne pensent pas au Ladakh, ni au Jammu. Pourtant, en termes de surface, le Ladakh à lui seul représente les deux tiers de l'État. Sur le plan démographique, le Jammu et le Ladakh réunis sont plus importants que la Vallée du Cachemire, alors comment le gouvernement peut-il continuer à négliger ces deux régions de l'État ?

Si les problèmes du Jammu et du Ladakh ne sont pas pris en compte, il n'y aura pas de solution. Mais c'est un problème complexe.

Historiquement, le Ladakh était un royaume indépendant jusqu'en

1836, lorsqu'il a été envahi et annexé par l'État Dogra du Jammu. En 1947, quand l'Inde a obtenu son indépendance, nous faisons partie de la principauté du Jammu et Cachemire. C'est ainsi que nous avons été intégré à cet État. À l'époque de la partition, la population du Ladakh ont approché le maharaja et, plus tard [en 1949], le premier ministre indien, avec la même revendication : nous ne voulons pas faire partir de l'État de Jammu et Cachemire. Nous voulions que le Ladakh soit directement administré par Delhi. Nous craignons déjà que le Ladakh fasse l'objet de discrimination de la part des Cachemiris, et c'est ce qui s'est passé au cours des quarante dernières années. Déjà à cette époque, nos dirigeants avaient réclamé que le Ladakh soit considéré comme une entité séparée, mais une fois que le Cachemire est devenu un problème international, nous avons été utilisés comme des boucs émissaires.

Claude Arpi : Quelle est votre position à l'égard de l'article 370 ?

Thupstan Chhewang: Il est parfaitement inutile. Les mêmes opportunités devraient être offertes à tous [les États de l'Union indienne], pourquoi créer un statut spécial pour un État ? Cela ne peut qu'encourager les forces similaires dans d'autres États, comme ceux du Nord-est ou ailleurs, où les gens exigent des solutions en dehors du cadre constitutionnel de l'Inde. Bien sûr, dans un système fédéral, il faut une organisation démocratique qui permette aux populations de prendre en charge leurs propres affaires, mais ce doit la même organisation pour tous.. Pourquoi aurions nous deux drapeaux pour le même pays ? Ou alors, si vous donnez cela au Cachemire, vous devez offrir le même genre de statut ou de pouvoir aux autres États. Vous ne pouvez pas avoir des règles du jeu différentes pour un seul État, cela

encourage les populations des autres États à revendiquer la même chose.

L'article 370 doit être abrogé et cela permettrait de ramener le peuple du Cachemire dans le même bateau. Cet article [de la Constitution] a séparé le Cachemire du reste du pays.

Claude Arpi : L'éducation semble être un des problèmes majeurs du Ladakh ; quelles actions avez-vous entreprises ?

Thupstan Chhewang: Jusqu'à présent, nous nous sommes renvoyés la responsabilité des médiocres résultats. Certains accusent le gouvernement, d'autres montrent du doigt les enseignants ou le département de l'éducation ou les parents qui ne se soucieraient pas assez de l'éducation de leurs enfants. Avec l'aide de différentes ONG, nous avons organisé plusieurs réunions pour identifier les problèmes et trouver des solutions. Il y avait une différence de performance énorme entre les écoles publiques (qui affichaient un taux de réussite parfois inférieurs à 10% des effectifs) et les écoles privées (qui affichaient des taux de 90% voire 100%). Un des plus grands problèmes était que l'enseignement primaire était en Ourdou jusqu'en 6^e ; c'est maintenant l'anglais. Il y avait d'autres problèmes comme ceux de l'engagement des communautés, l'éducation pré-scolaire, la formation des maîtres, y compris le programme scolaire qui était souvent sans lien avec les conditions locales. À présent, après la sixième, les enfants seront hébergés dans des centres scolaires regroupés et toutes les dépenses seront financées par le Conseil du Ladakh. Nous avons, aujourd'hui, une politique d'éducation. Mais il faudra une dizaine d'années pour en voir les résultats. Nous continuerons à dépendre du gouvernement central sur beaucoup de plans, par exemple pour l'obtention

d'enseignants qualifiés (surtout en mathématiques et en sciences). Sur beaucoup de points, nous avons besoin de l'approbation et de l'aide de l'État, ce qui rend les choses particulièrement difficiles. C'est un problème complexe.

Claude Arpi : Allez-vous introduire la langue Bhoti (le Ladakhi) dans le programme ?

Thupstan Chhewang: C'est difficile. Cela a été suggéré mais soulève des difficultés. Il faut que les élèves puissent rejoindre le programme général à la fin de l'école primaire. Il faut aussi standardiser la langue ladakhi, préparer des livres, cela prendra du temps.

Claude Arpi : Demandez-vous toujours l'inclusion du Bothi dans le 8^e Annexe de la constitution indienne ?

Thupstan Chhewang: Oui, absolument!

Nous essayons d'en faire une revendication commune avec les autres pays himalayens qui utilisent la même langue. Nous avons maintenant décidé par consensus qu'il s'appellerait le « Bhoti », bien qu'il y eût des objections au Ladakh, où certains auraient préféré le mot « Ladakhi ». Mais il nous fallait un consensus pour atteindre notre objectif, qui est l'inclusion de cette langue dans le 8^e Annexe de la constitution.

Claude Arpi : Pourriez-vous nous dire un mot sur les relations entre les deux communautés principales, les bouddhistes et les musulmans ?

Thupstan Chhewang: Les relations sont très bonnes entre les deux communautés. En 1989, pendant l'agitation bouddhiste [pour le statut de Territoire de l'Union], il y a eu quelques divergences mais nous sommes revenus à une situation normale. Mais certainement, en 1989, il y avait un fossé, les deux communautés avaient cessé de se rencontrer.

Claude Arpi : C'est un bon exemple pour le pays !

Thupstan Chhewang: Oui, il y a le sentiment grandissant, chez les bouddhistes et les musulmans, que ce soit à Leh ou à Kargil, que nous devons vivre ensemble. Ils ont en commun des traditions, la langue, des habitudes alimentaires, nous dépendons les uns des autres et nous devons vivre ensemble. Cela a contribué à restaurer les relations. Au Ladakh, nous savons que nous devons vivre ensemble et que nous devons nous efforcer de réduire les divergences.

Claude Arpi : Il y a quelques années, l'idée avait été lancée d'ouvrir une route de pèlerinage et d'échanges vers le Tibet, Qu'en est-il aujourd'hui ?

Thupstan Chhewang: C'est quelque chose qui doit absolument se faire. Nous l'avons demandé au gouvernement indien. L'avantage en serait que nous pourrions traverser directement de Demchok [la frontière entre Ladakh et Tibet] vers le camp de base du Mont Kailash... Par la route de l'Uttar Pradesh [Himalaya central] c'est un très long trajet et, pour les personnes âgées qui veulent effectuer le pèlerinage, c'est difficile. Par la route de Demchok, ce ne serait pas un problème,

on y arrive tout droit. En été, le Ladakh est bien relié au reste du pays. À partir de Leh, Kailash n'est qu'à trois jours de voyage. Nous avons demandé au gouvernement indien d'inclure cette question dans ses discussions avec les Chinois sur les questions frontalières. Si les Chinois sont d'accord, cette route pourra être ouverte. [Alors que cette Revue va sous presse, il semble que les Chinois aient accepté en principe l'ouverture de ce nouveau poste frontière. NdE]

Claude Arpi : Ce serait la ré-ouverture de l'ancienne route des caravanes ?

Thupstan Chhewang: Oui.

Que pensez-vous des nouvelles propositions du Président Musharraf, en particulier celle ou il demande le 'self-rule' pour le Cachemire?

Notre position, celle du *Ladakh Union Territory Front (LUTF)* dont je suis le président, est de refuser toute solution pour le Jammu et Cachemire qui n'inclurait pas le statut de « Territoire de l'Union » pour le Ladakh. En conséquence, nous accepterons toute solution qui répondrait à cette aspiration d'où qu'elle vienne. Je dois aussi mentionner le fait que le LUFT a remporté une victoire écrasante contre le Congrès lors des dernières élections qui se sont tenues en 2005 pour le Ladakh Hill Development Council (Conseil pour le développement du Ladakh). Par conséquent, il est clair que le LUFT représente le peuple du Ladakh, d'autant plus nous avons mené notre campagne sur ce thème.

Dénucléariser le terrorisme en Asie du Sud

Dr. Brahma Chellaney

Brahma Chellaney, professeur en études stratégiques au Centre for Policy Research à New Delhi, est entre autre l'auteur de Asian Juggernaut publié récemment par HarperCollins.

Étant donné l'histoire amère qu'ils ont en commun, peut-on s'attendre à ce que l'Inde et le Pakistan enterrent la hache de guerre et fument le calumet de la paix ? Depuis trois ans, les deux pays se sont engagés dans ce qu'ils appellent un « processus de paix », qui est surtout une tentative de normaliser leurs relations tumultueuses. Le refus persistant du Pakistan d'entretenir des relations commerciales avec l'Inde nous rappelle cependant que nous sommes encore loin d'une normalisation pleine et entière.

Néanmoins, l'Inde et le Pakistan discutent régulièrement du Cachemire et cherche le moyen de résoudre deux autres sujets de discordes, l'un est le glacier de Siachen à l'extrémité nord de leur frontière, l'autre Sir Creek, un marécage au Sud, dans l'Etat du Gujarat. Pendant ce temps, les djihadistes établis au Pakistan continuent à mener des attaques audacieuses loin à l'intérieur du territoire indien, des plaines gangétiques du Nord jusqu'au sud même. Ces militants terroristes, tels que le *Lashkar-e-Toiba* ou le *Jaish-e-Mohammad*, sont la progéniture putative de l'armée et des services secrets pakistanais, et ils ont conservé leurs liens avec l'establishment militaire. Pour ce dernier, ces groupes ont été des véhicules précieux dans son conflit de basse intensité avec l'Inde, centré sur l'exportation du djihad. Avec ce conflit non conventionnel, l'Inde s'est retrouvée avec le taux d'attentats terroristes le plus élevé au monde.

Un autre facteur important des relations indo-pakistanaïses est l'axe stratégique de longue date entre la Chine et le Pakistan. Celui-ci a permis, au début des années 80, le transfert clandestin vers Islamabad, de technologies nucléaires militaires et de systèmes de missiles complets. Dans le triangle stratégique de l'Asie du Sud, la Chine et le Pakistan se sont alliés contre l'Inde. Les frontières de l'Inde, de la Chine et du Pakistan se réunissent de fait au Cachemire. Le cœur de la dispute territoriale entre l'Inde et la Chine, comme entre l'Inde et le Pakistan, est centrée sur le Cachemire, qui est la zone disputée la plus grande et la plus militarisée du globe, la Chine en détenant 20%, le Pakistan 35% et l'Inde, les 45% qui restent. Le transfert de territoires appartenant au Cachemire pakistanais, effectué en 1963 par Islamabad au profit de la Chine, n'a fait qu'aggraver la complexité de la situation.

Quoiqu'il en soit, dans la compétition qui oppose les tenants indiens du statu quo aux irrédentistes pakistanais, le Cachemire est un symbole plutôt que la cause des hostilités du sous-continent, lesquelles ont des origines complexes où se mêlent l'histoire, la religion et l'esprit de revanche. Comme l'a déclaré le chef militaire du Pakistan, Pervez Musharraf, juste avant qu'il ne se saisisse du pouvoir par le coup d'État militaire de 1999, le conflit de basse intensité que le Pakistan entretient avec l'Inde se poursuivrait même si le problème du Cachemire était soudainement résolu d'un coup de baguette magique. Pendant longtemps, le Pakistan a mené sa guerre conventionnelle contre l'Inde derrière le bouclier protecteur de la dissuasion nucléaire. Bien qu'Islamabad ait répondu du tac au tac aux essais nucléaires de l'Inde de mai 1998 par les siens propres, le Pakistan avait démarré son programme d'armement nucléaire bien plus tôt. Il est maintenant avéré qu'avec l'aide directe de la Chine et par le biais de contrebandes

ingénieuses avec l'Occident, le Pakistan a commencé à développer son armement nucléaire au moins une décennie avant l'Inde.

Les essais indiens et pakistanais de 1998 ont rendu visibles des capacités nucléaires déjà existantes, sans rien changer à l'équation militaire ni aux calculs stratégiques dans le sous-continent. Ce n'est pas par hasard que le Pakistan a commencé à menacer la sécurité de l'Inde en exportant le djihad à partir des années 80, bien avant qu'Islamabad ait testé un engin nucléaire. Mais après les essais de 1998, le Pakistan commença ouvertement à brandir la menace, auparavant implicite, de déclencher une guerre nucléaire de première frappe si l'Inde ripostait à son terrorisme transfrontalier continu. Le fait que New Delhi se soit retenu d'attaquer les sanctuaires terroristes au Pakistan malgré une escalade terroriste des groupes djihadistes basés dans ce pays n'a fait qu'encourager les généraux d'Islamabad à continuer leur guerre par procuration pour saigner l'Inde.

Le paradoxe est que le Pakistan est à la fois un allié officiel de la guerre antiterroriste menée par les Etats-Unis et un sponsor du terrorisme. C'est le refuge principal d'Al-Qaida, des talibans et des terroristes cachemiris de toute origine. Alors que l'Occident nourrit une inquiétude constante que des terroristes puissent se doter d'armes de destruction massive, personne ne semble s'apercevoir que le Pakistan possède à la fois des terroristes soutenus par l'État et des armes nucléaires sous le contrôle de généraux islamistes.

Une autre ironie est que le prétendu processus de paix a obligé New Delhi à adoucir sa position. Bien que les brefs épisodes de gouvernement démocratique à Islamabad aient été les seules périodes durant lesquelles on ait pu observer à un rapprochement entre l'Inde et le Pakistan, New Delhi n'a pas peu contribué au renforcement de la légitimité du général Musharraf, lorsqu'elle l'a soudainement invité à

un sommet de la paix en 2001. Aujourd'hui, non seulement l'Inde se retient de mentionner le manque de démocratie au Pakistan mais, en un revirement politique majeur, elle en est venue à considérer Musharraf comme un partenaire contre le terrorisme et ce, bien que le régime d'Islamabad demeure étroitement lié à la terreur. La dernière perle de l'Inde est l'accord qu'elle a signé avec le régime de Musharraf pour « réduire le risque d'accidents liés aux armes nucléaires ». Certes, l'Inde se doit d'approfondir son engagement avec le Pakistan à tous les niveaux, mais bâtir la confiance exige plus que des gadgets de relation publique tels que cet accord.

Comment peut-on s'attendre à une quelconque réduction de risques tant que les armes nucléaires pakistanaises se trouvent entre les mains des militaires, alors que celles de l'Inde sont sous le contrôle étroit de l'administration civile ? Pendant que le Pakistan a intégré l'armement nucléaire à sa doctrine et sa stratégie de guerre, l'Inde doit se contenter d'une menace de représailles. Bien qu'il existe une crainte que des terroristes acquièrent des armes de destruction massives, les préoccupations actuelles concernant l'Iraq, l'Afghanistan et l'Iran obscurcissent la perception, et personne ne réalise que le Pakistan est déjà allé plus loin dans cette direction que dans nos pires cauchemars.

Si, pendant seize longues années, le Pakistan n'a pas été capable de s'apercevoir que ses scientifiques, l'armée et ses services secrets avaient monté un réseau d'achat de technologie nucléaire au marché noir, comment peut-il garantir une réduction de risque ou d'accidents (quoique cela veuille dire) ? Tout ce que l'accord nous dit est qu'en cas « d'accident », l'État concerné fera ce qu'il doit faire de toute manière, à savoir « prendre immédiatement les mesures qui s'imposent pour minimiser les conséquences en termes de radiation » et, si besoin est,

de partager toute « information urgente » avec l'autre côté. Si un accident pouvait être gardé secret, on peut être sûr que les militaires pakistanais s'y emploieront au mieux.

En ce qui concerne le large réseau de prolifération nucléaire du Pakistan, un individu, A. Q. Khan, a servi opportunément de bouc émissaire, dans une mise en scène qui a vu Musharraf lui pardonner puis le soustraire aux enquêteurs internationaux en le plaçant en résidence surveillée pour un temps indéfini. On a fait croire au monde que Khan avait mis au point et fait fonctionner un marché nucléaire de sa propre initiative. L'Inde elle-même a contribué à l'accréditation de cette fable en se référant au « réseau A.Q. Khan ».

Mais plus grave pour l'Inde est la nucléarisation du terrorisme.

Musharraf et ses collègues peuvent continuer à exporter la terreur aussi longtemps qu'ils jouent au poker nucléaire avec l'Inde. Réduire sa capacité de chantage nucléaire est donc un élément clé si l'on veut le contraindre à agir contre le terrorisme transnational sur son propre sol. Pourtant, depuis que le scandale sur l'exportation illicite d'armement nucléaire par le Pakistan a été dévoilé, l'Inde, loin de dépeindre le régime d'Islamabad comme un État voyou et proliférateur, a au contraire volé à son secours avec ces conversations ostentatoires visant à «établir la confiance. »

Aujourd'hui, le problème central qui va déterminer la paix et la sécurité en Asie du Sud n'est pas tant l'état des relations indo-pakistanaïses que l'avenir du Pakistan. Va-t-il se stabiliser et devenir un état musulman modéré ou bien va-t-il s'enfoncer davantage dans le militarisme, l'intégrisme et le fondamentalisme ? En l'absence d'élections démocratiques et de responsabilité politique, le régime de Musharraf a créé une société cocotte-minute, qui produit toujours plus d'extrémisme et de terrorisme. Ce dont le Pakistan a besoin est

d'une valve de sécurité – des élections véritablement démocratiques, qui rendraient la parole aux masses et permettraient que les questions soient tranchées par le bulletin de vote. Pour garantir une paix durable dans le sous-continent, il faut que le Pakistan revienne à la démocratie et que sa population connaisse les libertés dont jouissent déjà les Indiens.